

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

4

FEVRIER

1976

N° 101

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

L'OMBRE DU GOULAG SUR LE XXII^e CONGRES

Ce matin s'ouvre le XXII^e Congrès du P«C»F. Hier à Paris, Léonid Pliouchtch récemment libéré des geôles psychiatriques de Brejnev, tenait sa première conférence de presse. Voilà deux événements que l'actualité, et ce n'est pas un hasard, rapproche ! Au centre de ces deux événements, les mêmes questions du socialisme, des libertés démocratiques, de la nature de l'URSS aujourd'hui.

...

Nouveau tournant dans la vie du P«C»F, ce XXII^e Congrès doit sanctionner le renoncement non seulement dans les actes, mais dans les paroles mêmes, à toute référence au concept léniniste de Dictature du Proletariat. Le trajet effectué par la direction du P«C»F du XXI^e Congrès de la fin 74 à celui-ci, apparaît avec toutes ses contradictions et toutes ses sinuosités. Alors qu'au XXI^e Congrès l'accent était mis sur l'affirmation P«C»F = parti

de la classe ouvrière, P«C»F = parti révolutionnaire, aujourd'hui l'accent est mis sur les larges alliances de classe, sur les privilèges bourgeois qu'il faudra maintenir pour toute une série de couches, clientes électorales traditionnelles de l'électorat des partis réactionnaires. Alors que le XXI^e Congrès avait été émaillé d'interventions télévisées par la direction de ce parti, vantant le socialisme d'URSS, affirmant même « qu'il ne fallait pas en avoir honte », la direction du P«C»F s'est efforcée depuis plusieurs semaines de se démarquer publiquement des crimes commis par les héritiers de Khrouchtchev : désaveu des camps en URSS et demande d'explication envoyée au gouvernement soviétique, déclaration publique pour demander la libération de Pliouchtch... Brouillant les pistes, les commentateurs attirés s'interrogent sur une véritable « révolution démocratique » du P«C»F. Démocratique pour qui ? Pour les révolutionnaires qu'il pri-

ve de lieux de réunion, agresse dans les manifestations, et dénonce à la police chaque fois qu'il le peut ! Pour les ouvriers actifs, qui voient saboter leurs luttes quand elles ne s'inscrivent pas dans le projet de mobilisations centrales préparées par le P«C»F pour améliorer ses positions sur l'échiquier politique ? Pour les syndicalistes et les soldats emprisonnés par la cour de sûreté de l'Etat et condamnés par le P«C»F ? Non, bien sûr ! Démocratique pour les cadres, les ingénieurs, les techniciens qui se voient promettre la direction des grandes usines pour demain, pour les petits patrons qui pourront mieux exploiter leurs travailleurs et bénéficier de l'aide de l'Etat, pour les officiers, les gendarmes...

...

Le renoncement officiel à la Dictature du Proletariat, les démarcations d'avec l'URSS (sournoisement identifiés l'un à l'autre), tout cela pour le P«C»F est

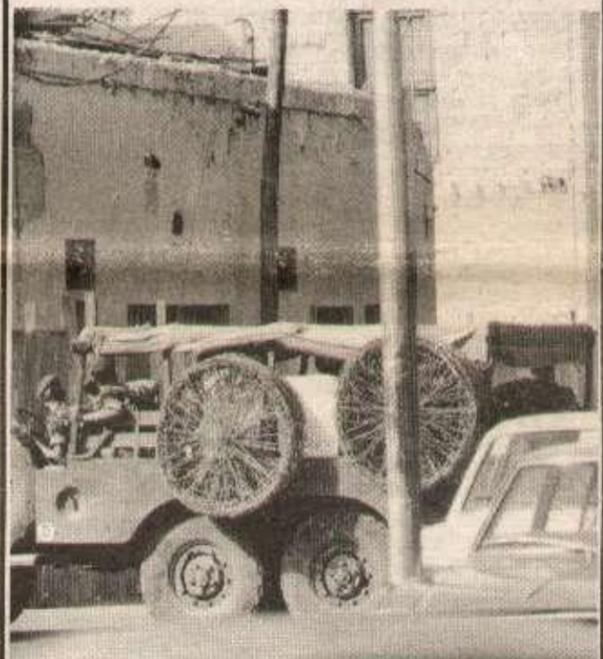
commandé par la nécessité de mettre sur pied leur projet d'alliance de classes, l'Union du peuple de France où les intérêts de la classe ouvrière sont mis à la remorque d'aspirations d'autres couches bourgeoises ou petites-bourgeoises.

Mais on ne lira pas dans les critiques du P«C»F la dénonciation du capitalisme d'Etat qui sévit en URSS et que Léonid Pliouchtch a dénoncé comme tel ; et pour cause, le capitalisme qu'entend développer le P«C»F, avec un fort secteur d'Etat, en est-il bien différent ? Prêt à dénoncer, pour des considérations électorales, les manques les plus voyants aux libertés démocratiques en URSS, qui sont révélés par Pliouchtch, les dirigeants du P«C»F entendent masquer le mieux possible l'exploitation de l'homme par l'homme, le nouveau capitalisme qui a été restauré par Khrouchchev et ses successeurs. Quelque que soit le caractère plus qu'ambigu de certaines déclarations de Pliouchtch, qui voit dans la Tchécoslovaquie de Dubcek le chemin socialiste à suivre, ce dernier a contribué par ses récentes déclarations à révéler le vrai visage de l'URSS d'aujourd'hui, et la nature des contradictions qui opposent P«C»F et P«C» d'Union Soviétique.

...

Les militants du P«C»F, les travailleurs influencés par lui doivent aujourd'hui tirer toutes les conséquences des déclarations de Marchais, comme de celles de Pliouchtch. Ce n'est pas dans le P«C»F qu'ils pourront concrétiser leurs aspirations à la révolution dans notre pays. C'est en engageant la discussion avec les militants marxistes-léninistes. C'est en joignant leurs efforts à eux pour édifier un Parti Communiste Révolutionnaire de type nouveau.

OTAGES A DJIBOUTI



Une partie de l'arsenal anti-émeute de l'armée coloniale. VOIR PAGE 8

IRAN

TÉHÉRAN : 3 ASSASSINATS
PARIS : 20 CONDAMNATIONS

Voir page 8

PLIOUCHTCH DENONCE LES GEOLLES PSYCHIATRIQUES DE BREJNEV

Voir page 5



SOMMAIRE

- p. 3 : Ils ne sont pas au congrès du P«C»F : reportage dans la région lyonnaise.
- p. 4 : Lutttes ouvrières et paysannes.
- p. 5 : Lip - Giscard cherche à détruire et récupérer l'acquis des Lip.
- p. 6 : La vie du journal.
- p. 7 : Enfants, que faire le mercredi.

REPORTAGE

La crise du système franquiste s'aiguise.

L'avenir de la Catalogne, il est dans les choix futurs de sa bourgeoisie mais surtout entre les mains des masses qui s'organisent de plus en plus comme on le voit dans l'association de voisins de Sant Andreu et comme on le verra plus encore demain, dans la suite de notre reportage.

CATALOGNE COMBATTANTE

-3-

Reportage de Frédéric FERRER

L'Association de voisins de Sant-Andreu

UNE ORGANISATION DE MASSE

«L'association de voisins de Sant Andreu a un local, une petite maison dans une rue passagère de ce quartier populaire de Barcelone. Au-dessus de la porte, en lettres rouges la raison sociale est écrite en catalan : «Associació de veïns de Sant Andreu».

L'intérieur est celui de bien des unions locales de syndicats que je connais, il y a ce qu'il faut mais le strict minimum. Sur la porte d'entrée s'affichent les différentes activités du quartier. Ce soir, il y a une conférence sur la contraception au «Casal catòlic», personne n'a enlevé la grande affiche qui invite à la «convergence musicale» qui devait avoir lieu ce soir et que le gouverneur civil a interdite. Un tract : l'association appelle à la manifestation pour l'amnistie du 1er février.

Mais ce qu'on voit en premier, ce sont les énormes graffitis qui souillent encore les murs blancs : «Mort au communisme», «Non à l'amnistie», «Nous reviendrons». Dans une pièce il y avait une exposition de tableaux de peintres amateurs, on ne sait pourquoi, ils se sont attachés à détruire l'une d'entre elles, la plus naïve peut-être...

Cela ne nous surprend pas, car nous savions qu'un groupe ultra était venu saccager les locaux et nous nous attendions à en voir quelques traces.

«Ceux-là, ils nous font plutôt de la publicité, commente le camarade qui tient la permanence pour prendre les inscriptions au cours de catalan, on en a profité pour informer largement tout le quartier de nos activités et, par solidarité nous avons fait déjà plusieurs centaines d'adhésions (l'association compte aujourd'hui 900 membres).

ORGANISER LES GENS DE FAÇON STABLE

Le mouvement des associations de voisins s'est développé à Barcelone, en réaction contre la spéculation foncière qui ne connaît pas de frein dans ce pays et dont les conséquences sont souvent catastrophiques. «Le premier mouvement ça a été pour dénoncer les effets de la construction du métro qui passe par-dessus de nombreuses maisons du quartier et qui fait un bruit énorme mais, à l'époque, nous n'étions pas organisés et il n'y a rien eu à faire» nous explique Antonio, un vieux lutteur qui connaît le quartier depuis des dizaines d'années. «Et puis il y a eu la destruction du quartier de la Meridiana, des centaines de familles ont été déplacées et ils ont construit une autoroute. Là, ça a été possible de lutter : ces messieurs avaient décidé de n'installer qu'un seul passage souterrain qui obligeait les ouvriers à faire 500 m de plus quatre fois par jour pour aller et venir du travail, nous avons décidé de faire des «sentades» sur l'autoroute (sit-in) jusqu'à ce qu'ils nous

me il avait besoin d'une dérogation pour construire plus haut, il a «gentiment» fait don à la municipalité de la moitié du terrain pour construire des espaces verts et... une école.

Dans des pays comme le nôtre où les conseillers municipaux sont élus, il s'en passe souvent de belles, mais on ne peut tout de même pas faire n'importe quoi. Ici, il arrive très régulièrement que les conseils municipaux se voient des crédits pour construire des écoles dont ils annoncent la construction à grand renfort de publicité et puis, l'argent il se le met dans leur poche.

«Dans ces conditions, nous dit Antonio, peut être que je n'aurai jamais vu l'école, ni mes petits enfants!».

Alors, l'association a pris le problème en main, et elle a décidé d'en poser elle-même la première pierre. Cela a donné lieu à une grande mobilisation et aujourd'hui,

l'école est en voie d'être construite. Pour autant la lutte ne cesse pas, parce que «lorsque nous aurons les murs, il faudra encore les meubles» et ce n'est pas si évident que ça, de plus, la population a augmenté et les 3 000 places prévues sont déjà insuffisantes.

Aujourd'hui, les activités de l'association se sont étendues jusqu'à couvrir des secteurs très variés. La dernière image que j'en retiendrai c'est celle de ces mères de famille qui, seules, ont empêché la disparition du seul terrain de jeu qui restait à leurs enfants, en l'occupant, malgré la police. Comme dit Antonio : «il ne s'agit pas de se substituer aux gens, ils connaissent leurs problèmes mieux que nous, notre rôle est simplement de leur montrer la voie de la lutte».



La première pierre est posée. Les autorités n'ont plus qu'à construire l'école.

installent une passerelle. C'était l'époque de la commission de quartier.

Mais de nombreux autres problèmes se posaient, comme lorsqu'ils ont rasé les arbres de la «Rambla» de Sant Andreu. Et nous n'avions pas les moyens d'organiser les gens de façon stable ni d'avoir une représentation devant les autorités parce que tout était illégal. C'est pourquoi nous avons décidé de créer une association autorisée, celle de Sant Andreu a été l'une des premières à Barcelone, en 1971.

UN COMMERCE HONTEUX

Ce serait difficile d'expliquer toutes les actions de mobilisation entreprises par l'associació, le mieux est sans doute d'expliquer celle qui jusqu'à présent a pris le plus de relief : l'affaire de l'école «Pegaso».

L'école, en Espagne, c'est un problème grave, théoriquement, elle est gratuite bien qu'il faille payer couramment 500 ou 1 000 pesetas par mois mais surtout, on en construit très peu et la plupart des gens, qui ne peuvent pas laisser leurs enfants à la rue sont obligés de les envoyer dans des écoles privées, religieuses ou non et là, nous dit Antonio, «c'est le commerce le plus honteux qui soit» pour deux enfants, il faut payer 4 à 5 000 pesetas par mois, et en plus acheter les livres. N'importe qui ou presque peut ainsi ouvrir un «institut» ou une «académie» dans des locaux qui ne sont pas toujours mieux que ceux de l'association et avec des maîtres payés au lance pierres.

« PEUT-ÊTRE QUE JE N'AURAI JAMAIS VU L'ÉCOLE »

A Sant Andreu, on évaluait à 3 000, le nombre de places nécessaires, les terrains de l'usine «Pegaso» avaient été libérés, l'usine étant transportée dans le port de Barcelone. Le propriétaire avait décidé de construire des immeubles de rapport et com-

LA BOURGEOISIE CATALANE A L' HEURE DES CHOIX

La bourgeoisie catalane puise ses traditions dans le patronat du textile, besogneuse et âpre au gain, elle illustre bien le proverbe castillan qui dit que «le catalan tire son pain de la pierre».

Avant guerre, malgré ses options régionalistes, elle a toujours recherché le protectionnisme de Madrid et à l'heure de vérité, elle a su choisir son camp : son parti de l'époque, «la lliga catalana» a bien vite déserté les rangs républicains.

Il y a une image terrible dans «mourir à Madrid» qui montre l'accueil triomphal qu'elle avait organisé à Franco à son entrée dans Barcelone : la place Catalogne noire de monde.

SEULS LES PLUS CORROMPUS...

Mais, ce n'est pas ici que le fascisme a trouvé sa meilleure base militante. «Les manifestations fascistes ne se font jamais sur les grandes places m'a confirmé un vieux militant anti-franquiste, lorsqu'ils organisent quelque chose, ils se contentent de la plaza Sant Jaume, que l'on remplit tout de suite avec 4 000 personnes, et bien sûr, ils ne sont jamais arrivés à réunir le monde qu'il y avait pour la proclamation de la République : non seulement la place n'y suffisait pas, mais les Ramblas étaient noires de monde».

On pourrait ajouter qu'ils n'ont jamais pu recruter leur personnel politique que parmi

La bourgeoisie catalane occupe une place particulière dans l'Espagne franquiste. C'est que le fascisme, c'est avant tout l'oligarchie, la vieille alliance réactionnaire des banquiers, des grands propriétaires fonciers vendus à l'impérialisme. Or, aucune des grandes banques nationales espagnoles n'est catalane, de plus les grandes entreprises comme la SEAT, la compagnie d'électricité sont à capitaux d'Etat ou étrangers : pour l'essentiel, la propriété agraire catalane est caractérisée par le morcellement et c'est la moyenne et la petite entreprise qui domine.

les politiciens particulièrement corrompus, comme Viola, le maire de Barcelone qui organise très ouvertement la spéculation foncière. «Il n'a pas de honte, celui-là» me dit-on de lui en riant. Quant aux gouverneurs civils, on les atoujours importés.

C'est que d'une part, cette bourgeoisie a toujours été tenue à l'écart du pouvoir politique et, surtout préoccupée de faire des affaires, elle ne se souciait pas trop de s'afficher avec un régime haï du peuple et dont le centralisme la maintenait dans une sorte de discrimination économique.

UN RÉGIONALISME A POLITIQUE

C'est pourquoi elle n'a jamais donné aucun ministre à Franco et qu'après avoir plus ou moins complètement renié sa catalanité, elle a cherché à se dédouaner en développant un régionalisme assez apolitique à travers des institutions comme le football club de Barcelone ; Le «Barça» est «plus qu'un club de foot-ball» proclame sa propagande. Il possède

60 000 membres, j'ai entendu dire aussi, mais c'était pour rire, que c'était le plus grand parti politique de la Catalogne.

Même, ces derniers temps, elle a financé des organismes de diffusion de la culture catalane qu'elle ne contrôle pourtant pas directement.

Aujourd'hui, avec la crise du système, elle cherche de plus en plus à s'affirmer sur le terrain proprement politique et c'est pourquoi elle a créé le très représentatif club Catalonia qui se déclare partisan de l'évolution sans rupture du franquisme à la démocratie bourgeoise.

L'opposition démocratique bourgeoise, en commençant par le PSUC révisionniste y voit l'héritier de la traditionnelle lliga catalana et s'est déclarée favorable à son entrée dans le «conseil de forces politiques de Catalunya».

D'autres secteurs, minoritaires, de la bourgeoisie catalane ont choisi l'opposition, ainsi le banquier Jordi Pujol, animateur de la Banca Catalana et du «Groupe d'Action au Service de la Catalogne». C'est un très chaud partisan

de l'intégration au Marché Commun et il s'est toujours efforcé de donner une certaine autonomie financière au capitalisme catalan par rapport à l'oligarchie.

Il est maintenant lié à «l'union démocratique de Catalunya» (parti démocrate-chrétien) et à la «gauche démocratique» de son confrère Trias Fargas dans la «Convergence démocratique de Catalogne» qui est à l'origine de la création du «Consell».

Cette fraction libérale de la bourgeoisie catalane est dans l'opposition depuis longtemps ; Pujol jeune a été emprisonné, l'UDC qui, sans faire partie du front populaire était restée fidèle à la République, a vu l'un de ses fondateurs, Manuel Carrasco fusillé par les franquistes : de ce fait, ils jouissent d'un certain crédit et ne sont pas soucieux de trop se mouiller avec les manœuvres «libérales» de Fraga. Pour Anton Canvelles, orfèvre et dirigeant de l'UDC, «On s'achemine vers une «démocratie» de type latino-américain où l'opposition a le droit de critiquer le gouvernement mais rien de plus».

Le dernier congrès de la Démocratie chrétienne qui vient de s'achever à Madrid, semble bien confirmer que ce ne l'intéresse pas, qu'à la tête du tissage catalan, on préfère pour l'instant se réserver pour une alternative qu'on accepte démocratique mais que, par dessus-tout, on souhaite bourgeoise.

L'ÉVÈNEMENT

Ils ne sont pas au Congrès du PCF

Reportage Jean Paul Gay

«MOI, JE SUIS POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

Nous avons engagé des discussions avec des militants du PCF de l'agglomération lyonnaise. Ils font de nombreuses critiques sur la position de Marchais à propos de la dictature du prolétariat, sur l'attitude du PCF vis à vis de la défense des libertés démocratiques, sur le manque de démocratie dans le PCF, sur la place accordée aux ouvriers dans ses rangs, sa gestion municipale...

La déclaration de Marchais est ressentie comme une remise en cause importante : «c'est réviser quand même ce qui est à la base. Là, ils se mettent vraiment du côté de la bourgeoisie!». Pour faire taire ceux qui protestent dans les cellules, la direction révisionniste identifie la dictature du prolétariat à l'action d'une minorité qui ferait fi de la volonté de la grande masse du peuple. Les cadres révisionnistes répètent qu'on peut gagner aujourd'hui la majorité au socialisme (ce qui est vrai), «donc» qu'on peut éviter les affrontements violents avec la bourgeoisie. Ce responsable des services sociaux de la municipalité de Vaulx en Velin, par exemple, n'hésite même pas à remettre en cause la révolution d'octobre 17, en la mettant sur le compte de «minorités agissantes», mais il s'empresse «d'excuser» Lénine : «c'était la première fois qu'il y avait une révolution prolétarienne».

L'autre argument des cadres révisionnistes, c'est que le mot de «dictature» est mal vu par les masses. Et le visage de l'URSS aujourd'hui alimente cette confusion. Ainsi, ce membre du PCF, vétéran, ancien déporté déclare : «le parti n'est plus ce qu'il était ; on y fait la part belle aux intellectuels aux dépens des ouvriers ; les maires du PCF sont de vrais patrons». Et s'il admet l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, c'est parce que «tu vois ce que ça

donne aujourd'hui en URSS, en France on a encore plus de libertés qu'eux». Mais l'argument révisionniste se heurte à l'opposition résolue de certains militants : «supprimer la référence à la dictature du prolétariat, ce n'est pas juste ; et c'est une position défensive,

que je suis pour la dictature du prolétariat. Peut-être pas avec le fusil, mais que les travailleurs soient dans les postes-clés de la société. Si la base ne peut pas contrôler le parti, ce n'est pas la peine... Ce qui compte, c'est de retirer à la bourgeoisie ses moyens de gestion». Lorsque nous lui demandons : «et les moyens militaires», elle remarquera : «Moi, la position du PCF par rapport à l'armée ou la police, je n'y crois pas. Car même avec un gouvernement de gauche, ça sera toujours les

cialité. Il faut faire souvent 10 à 12 heures par jour, payées 8. Si on proteste, on nous répond que faire grève, dans une municipalité du PCF, c'est être avec l'ennemi de classe».

L'abandon de la dictature du prolétariat ? «Alors là, c'est grave. Quand j'ai vu ça, ça m'a vraiment frappé». On n'en parlait déjà plus de la dictature du prolétariat au PCF ? «On en parlait quand même dans les écoles du parti. Je me demande comment



Sovirel - Les travailleurs en lutte refusent l'entrée de leur usine à un député du PCF : «On ne veut pas qu'il récupère notre lutte».

une concession à la propagande de la bourgeoisie».

Chez certains militants, le point de vue révisionniste bat en retraite, mais trouve à se réfugier dans un point de vue qui ne retient de la dictature du prolétariat qu'un aspect (fondamental), la démocratie pour les larges masses, mais oublie l'autre, le pouvoir de réprimer ceux qui s'opposent à cette démocratie pour conserver leurs privilèges. Témoin de cette contradiction chez certains militants du PCF aujourd'hui, la réflexion de cette jeune travailleuse : «Moi, la déclaration de Marchais, ça me pose un problème, parce

mêmes bonshommes».

ON EN PARLAIT QUAND MEME DANS LES ECOLES DU PARTI

Une employée de la municipalité révisionniste de Vaulx en Velin qui a quitté le PCF, met en parallèle l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat et la situation des employés à la municipalité. «Ce qui m'a frappé, c'est la différence qu'on fait entre les intellectuels et nous. A l'intérieur du parti aussi. Les enseignants sont «intouchables», nous on se fait engueuler par le chef du personnel, un membre du PCF appointé par la muni-

ils vont le faire admettre aux anciens. Et la position de Marchais n'a même pas été discutée avant dans les cellules : il y a beaucoup de membres qui s'en plaignent ; il n'y a pas de démocratie...»

Beaucoup d'autres questions se posent aux membres du PCF. Le 22^e Congrès aura pour tâche de les étouffer. Mais elles subsisteront pour autant. Aujourd'hui, le PCF est irrémédiablement engagé dans une voie qui tourne le dos aux aspirations des travailleurs, aux intérêts fondamentaux du prolétariat.

"ALORS FACE A LA BOURGEOISIE IL FAUDRAIT SE LAISSER FAIRE ?"

Un ancien militant du PCF de la CGEE (Villeurbanne) évoque ses réactions et celles de ses camarades d'atelier.

«Moi, l'abandon de la dictature du prolétariat, ça ne m'a pas surpris : ça concrétise ouvertement la ligne du PCF. Mais ça a marqué chez les ouvriers, même ceux influencés par le PCF. Certains sont venus me trouver. Dans mon atelier, un ouvrier qui a participé à la guerre d'Espagne contre les fascistes a parlé dans l'atelier pour condamner la position de Marchais. Des jeunes, certains sympathisants du PCF disaient en rejetant l'affirmation de Marchais : «Alors, face à la bourgeoisie il faudrait se laisser faire?».

PCR pour faire passer des propositions combattives dans le syndicat parce qu'ils ne peuvent pas en discuter



Une manifestation du PCF dans leur cellule. Il y a même des adhérents du PCF, actifs dans les luttes qui refusent d'être organisés dans la cellule de l'usine. Derrière les

grandes déclarations sur la démocratie, les gars ressentent beaucoup le manque de possibilité de faire valoir leur point de vue dans le PCF.

Moi, j'ai été membre du

PCF pendant un an et demi. J'y suis rentré début 74, après avoir milité pendant plusieurs années à la CGT ; pour moi la lutte syndicale ne

suffisait pas ; il fallait changer de société. Je pensais que le PCF c'était le parti qui pouvait le faire parce que c'était une grande force organisée qui pouvait rassembler un grand nombre de travailleurs.

J'ai quitté le PCF après la grève de juin-juillet 75 et j'ai rejoint la cellule du PCR. A cette époque, les désaccords que j'avais avec le PCF portaient sur l'attitude de sa cellule pendant la grève. Je me disais : «Ils disent qu'ils veulent le socialisme et quand il y a des lues, ils sont là pour les briser». Mais je ne faisais pas bien le lien avec le programme politique. Pour moi, c'était les 2 dirigeants de la cellule qui n'allaient pas. La comparaison avec d'autres luttes (les postiers, Lip, Renault), l'étude du programme commun et «changer de cap», les discussions avec les camarades du PCR m'ont aidé à faire le lien».

«Quand j'ai adhéré je pensais pouvoir m'exprimer, faire quelque chose... mais il n'y a jamais de discussion politique».

«La déclaration de Marchais, elle n'a même pas été discutée avant, dans les cellules ; il y a beaucoup de membres qui s'en plaignent : il n'y a pas assez de démocratie».

Nous avons assisté à une réunion d'une cellule du PCF, qui a accepté de discuter avec nous. Ce sont des employés d'une administration. Ils sont une dizaine, en majorité des femmes de 20 à 25 ans. De formation récente, la cellule regroupe des «anciens» et des nouveaux venus au PCF. De l'avis même du responsable de section on y discute plus que dans beaucoup d'autres cellules du PCF.

Plusieurs militants ne sont pas d'accord avec l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. Ils tiennent à affirmer : «les bourgeois, on devra carrément leur enlever leurs libertés». Quand d'autres leur disent : «Non, il suffira de leur ôter le pouvoir». Ils répondent avec force : «Non, on leur enlèvera leur liberté d'exploiter!». Ils ne rejettent pas d'emblée le «programme commun», mais pour eux, c'est un certain nombre de revendication et ils ajoutent qu'«au total, le programme commun, ça a même assez peu d'importance».

Nous demandons : «Et si le gouvernement de gauche, vous dit qu'il faut être réaliste, qu'il ne faut pas tout demander d'un coup !... Eh bien, on luttera quand même, que ce soit Marchais ou Chirac, on luttera. On luttera contre Marchais, s'il ne nous donne pas satisfaction». Un autre : «Le programme commun sera appliqué par le gouvernement de gauche». Leurs camarades répondent : «Tu te trompes, c'est nous la base qui devront imposer les réformes, il faut faire confiance à la base».

L'idée que le programme commun devra être imposé par «la base» reflète à la fois des illusions sur les avantages que les travailleurs peuvent y trouver, mais également la volonté que ce soit «les travailleurs qui décident ; on luttera contre Marchais s'il le faut». C'est également révélateur de la manière dont sont envisagés les rapports au sein du PCF, comme cette réflexion par exemple : «Les gars à la base sont pour la dictature du prolétariat. Ils ont ça dans

la tête et qu'on l'enlève où qu'on le remette dans le texte, ça ne changera pas leur point de vue».

Ainsi ces militants tout en gardant l'illusion qu'ils peuvent rester au PCF même si leurs objectifs ne sont pas ceux de la direction, témoignent des doutes, de la méfiance, des interrogations qu'ils ont en se demandant «où nous mènent les dirigeants aujourd'hui?»

Elle a 22 ans, elle garde des enfants chez elle la journée à la ZUP de Vaulx en Velin. Son mari est O.S. Tous les deux sont dans une cellule du PCF de la ZUP. Ça fait un an qu'elle y est.

«Nous ne manquons jamais une réunion ; mais nous n'y allons plus, et la cellule ne se réunit même plus. Depuis un an que j'y suis, c'est toujours du baratin et on ne fait rien. Une fois, on a parlé des expulsions, des saisies, parce qu'il y en a beaucoup en ce moment, et ça s'est terminé seulement par un projet de vente de l'Humanité en porte à porte. Quand j'ai adhéré, je pensais pouvoir m'exprimer et faire quelque chose, mais c'est toujours ces commandements pour aller coller des affiches, il n'y a jamais de discussion politique. Ce qui me frappe, c'est qu'il y a un grand mépris pour les gens qui ne sont pas d'accord avec le PCF. Lorsqu'on fait du porte à porte, on ne se soucie pas des idées que les gens ont dans la tête, d'où ça vient...»

Nous évoquons cet exemple de membres du PCF faisant signer une pétition de soutien à la candidature de Capiévic, secrétaire fédéral du PCF, au conseil général du Rhône. S'adressant à un locataire :
— le PCF : «Vous soutenez ?
— Non, je ne suis pas d'accord
— le PCF : «Alors, vous êtes avec le grand capital». Nous en venons ensuite à la question de la dictature du prolétariat. «Je suis tout à fait d'accord avec cela. C'est une nécessité. Parce que la bourgeoisie, elle, on la voit tous les jours qui nous attaque»

LUTTES OUVRIÈRES

Thomson-CSF

MULTIPLIER LES DELEGATIONS POUR RENFORCER LA LUTTE

THOMSON ET LA DISPARITÉ DES SALAIRES

4 catégories d'OS 2, 6 catégories de P 3 ! C'est un exemple de la disparité des salaires à l'usine Thomson-CSF de Thonon-les-Bains. Les écarts de salaires pour une même qualification peuvent aller jusqu'à 300 F ! La Thomson accentue ainsi la division, mais pas seulement au niveau de l'usine, c'est la même politique à l'ensemble du trust : pour une même qualification, un travail équivalent (en salaire brut, base 40 H) :

qualification	Thonon les Bains	Sartrouville	Cagnes sur Mer	Grenoble
OS 1	1831	1890	1887	1773
OP 1	2019	2127	2157	2017
OP 3	2503	2649	2634	...

«Que demandent les grévistes de Thonon ?

Principalement une augmentation de salaire, 300 F pour les OS, 250 F pour les OP, 200 F pour les ETAM... Cette revendication est à notre avis très juste ! A l'inverse des augmentations en pourcentage, elle vise à relever les bas salaires. De plus pour une fois, ce sont ceux qui se battent le plus qui sont favorisés par la revendication et non l'inverse, car à Thonon comme ailleurs, ce sont principalement les OS et OP qui sont dans la lutte. Et par cette revendication de salaire, les grévistes de Thonon s'attaquent également à la disparité des salaires entre les différents centres».

Une délégation d'ouvrières de la Thomson-CSF (Sescosem) de Grenoble s'est rendue à l'usine occupée de Thonon-les-Bains apporter son soutien. Cette démarche est une première riposte à l'inertie des Inter-Trusts CGT et CFDT, qui ont gardé ces jours-ci portes closes, restant sourds aux besoins des ouvriers en lutte.

«A notre visite, nous avons trouvé des gars décidés à gagner. La CGT n'était pas «chaude» du tout pour la lutte, mais sous la pression des syndiqués CGT elle a dû

belle machine moderne, pourquoi ne pas s'en servir ?», la direction de la CGT répond : «Il ne faut pas toucher au matériel...» Et ainsi sur les points de la réalité

QUELLE ATTITUDE FACE A LA VIOLENCE ?

C'est encore une contradiction qui apparaît sur l'occupation ! Les uns voulant occuper l'usine, brancher les lances à incendie, «bloquer les grilles avec un câble de 70 mètres pour empêcher que les cadres et la direction pénètrent dans les locaux occupés». Les autres appelant à «l'esprit de responsabilité», refusant une réelle

sions, c'est pour cela que la lutte continue, malgré le jugement des référés...

LA COORDINATION DES LUTTES :

«La section syndicale CFDT se heurte comme nous à la Sescosem, à la direction CFDT de l'Inter-Trust-Thomson qui nous reproche de donner les informations aux travailleurs... Les informations sur les licenciements, sur ce qui se passe à la Thomson, il ne faut pas le dire ? Alors à quoi sert l'Inter-Trust ? D'après eux il faudrait garder les informations entre délégués, entre responsables. Nous ne sommes pas d'accord avec une telle attitude, un responsable nous a fait savoir qu'il ne nous communiquerait plus les informations importantes et bien nous les recueillerons nous-mêmes».

Dès le retour de Thonon, la délégation de la Sescosem publiait un bulletin expliquant la lutte, rendant compte du voyage et le commentant, appelant au soutien de l'ensemble de l'usine. C'est avec de telles initiatives qu'on va dans le sens du développement de la lutte, de la victoire sur le trust !



participer, formuler la revendication comme les travailleurs le voulaient : hiérarchisée mais dans l'autre sens».

quotidienne de l'occupation les conceptions s'affrontent

occupation... mais à Thonon les grévistes ont su jusqu'à présent imposer leurs déci-

d'après corr. Sescosem (Thomson-CSF-Grenoble)

LA QUESTION DE LA LÉGALITÉ :

«Nous avons discuté avec les gars, ils ont beaucoup de désaccord avec la direction de la CGT. Sur la bouffe par exemple, les gars disaient : «Il y a de la réserve à la cantine» réponse de la direction CGT «On n'est pas des voleurs...» ou alors «pour laver la vaisselle il y a une

Dépasser le cadre de la légalité bourgeoise est perçu par beaucoup comme une nécessité à chaque moment de la lutte. Mais cette aspiration des ouvriers, les révisionnistes - s'appuyant sur certains hésitants, tentent de la briser, et de ramener les travailleurs sur le terrain de la bourgeoisie alors que la lutte montre qu'il faut que les travailleurs déterminent eux-mêmes quels moyens sont nécessaires, ce qu'ils doivent mettre en œuvre.

«ON INTERROGE CEUX QUI NOUS INTÉRESSE...»

«L'Humanité Dimanche» publie un sondage largement favorable au P«C»F. Ce sondage est important commente «l'Humanité» car il s'est effectué exceptionnellement dans une entreprise. Il s'agit effectivement de la Thomson de Gennevilliers, parce que c'est un «établissement où cadres et techniciens sont particulièrement nombreux», précise le journal révisionniste. Il semble que si ce sondage avait été effectué à la Thomson de Lyon, de la Roche-sur-Yon ou de Thonon-les-Bains, étant donné la proportion d'OS dans ces usines, les résultats n'auraient sans doute pas été les mêmes. Voilà bien montré de qui le P«C»F se veut le représentant !

PTT de Caen non aux licenciements !

Lundi, les employés des centraux téléphoniques et télégraphiques de Caen étaient en grève, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Ils exigent la diminution de deux heures de la durée hebdomadaire de travail, et l'arrêt des licenciements programmés d'auxiliaires. Une centaine d'entre eux sont menacés, dans les centraux en cours de modernisation et d'automatisation, à Falaise, Pont-L'Évêque, Saint-Pierre-sur-Dive, Vire. Cinq ont déjà reçu leur préavis à Falaise. Les employés refusent de payer la note de la modernisation par l'aggravation des conditions de travail, le déplacement d'office des titulaires, le blocage des mutations, des réintégrations, le licenciement des auxiliaires.

Le chantage du P«C»F contre les ouvriers d'Imro

Les ouvriers de l'imprimerie Rouennaise n'ont pas évacué l'usine qu'ils occupent depuis 4 mois, malgré l'arrêt du tribunal. Mais le problème, c'est maintenant le chantage qu'exerce le P«C»F et les responsables CGT de l'Union Locale contre les grévistes : «Si vous vous taisez et cessez vos attaques contre le PC, alors on vous soutiendra !». Pour «sauver les meubles» et obtenir l'aide de l'Union Locale, contre une éventuelle attaque des flics, beaucoup se résignent, pour «préservé l'unité», à ne pas attaquer de front les manœuvres révisionnistes. Ils craignent les conséquences qu'aurait pour leur isolement l'influence que conserve le P«C»F sur certains secteurs ouvriers de la région de Rouen. D'autres grévistes de l'Imro cherchent à empêcher tout défaitisme, en misant sur une radicalisation dans l'entreprise. Mais il semble bien que pour déjouer l'encerclement organisé par la bourgeoisie et le P«C»F, la solution réside dans la bataille pour l'élargissement de la lutte !

Correspondant Rouen

Larzac : nous ne sommes pas dupes !

Nous ne sommes pas dupes des manœuvres de douceur employées par les instances du pouvoir pour nous faire croire que le Larzac c'est fini : cette manœuvre vise à démobiliser les forces vives de la population tant ouvrière que paysanne de la région.

- Pour nous le Larzac sera fini :
- quand sera abrogé le décret d'utilité publique,
- quand l'armée aura rétrocédé les terrains, extorqués aux gens du pays,
- quand M. Bourges qui a déclaré : «l'Armée a le temps», déclarera aussi officiellement l'annulation de ce projet.

Pour nous, nous restons vigilants et nous lancerons au même temps un avertissement à tous ceux qui, pour des ambitions politiques ou des intérêts sordides, trahissent nos communaux et le Larzac !

Le Comité Millavois : Millau - Aveyron

POUR L'UNITE OUVRIERS-PAYSANS

A la suite de la publication, dans le Quotidien du Peuple du 24 janvier, de l'article «Pas de trêves contre Sanders», les camarades de la CGT de Sanders-Juvisy nous ont fait parvenir un appel destiné à servir de base au rassemblement des luttes des ouvriers et des paysans qui s'affrontent au trust agro-alimentaire Sanders.

«Nous, travailleurs de chez Sanders (société d'alimentation animale à Athis-Mons), après avoir monté une organisation syndicale CGT, nous avons obtenu un certain nombre d'améliorations des conditions de travail et d'augmentations de salaires. De plus en plus nous nous heurtons à l'intransigeance patronale, face à nos revendications légitimes, alors que de plus en plus notre pouvoir d'achat diminue. Le patronat, la bourgeoisie s'organisent.

«Nous, travailleurs de chez Sanders (société d'alimentation animale à Athis-Mons), après avoir monté une organisation syndicale CGT, nous avons obtenu un certain nombre d'améliorations des conditions de travail et d'augmentations de salaires. De plus en plus nous nous heurtons à l'intransigeance patronale, face à nos revendications légitimes, alors que de plus en plus notre pouvoir d'achat diminue. Le patronat, la bourgeoisie s'organisent.

Dès à présent, nous avons établi des liens avec des paysans dans certaines régions. Nous appelons tous les ouvriers et paysans touchés par le trust Sanders à se contacter, à établir des liaisons, pour construire un mouvement d'ensemble face à la bourgeoisie, créer un rapport de force pour obtenir nos revendications !»

Nous travailleurs de chez Sanders Athis-Mons nous savons que non seulement le patron nous exploite, mais qu'il exploite d'autres camarades ou

Ecrire à la Section Syndicale CGT (Aux bons soins du Quotidien du Peuple qui transmettra)

Après la page parue sur Sanders, nous avons pensé qu'il faudrait examiner quelques questions.

Les paysans se sont endettés avec les grands Moulins de Dôle (rachetés par Sanders) parce qu'ils n'ont aucune sécurité par rapport au prix des porcs, mais aussi parce que les grands Moulins leur fournissaient de la farine incomplète en protéines et matières azotées : il fallait deux mois de farine de plus pour engraisser les porcs !

Une question se pose : quel intérêt Sanders-Dôle a à endetter les paysans jusqu'à les jeter de leurs terres ? A l'heure actuelle, face aux revendications des paysans, Sanders-Dôle est incapable de fournir une comptabilité quelconque, et ceci depuis 73.

Il semble qu'en Bresse, plus particulièrement Sanders-Moulin-Guand, Sanders-Bourges, la Capital, soient parvenus à laisser

au paysan le minimum qui lui permettra de tenir le coup. (Lots bénéficiaires et lots défavorisés). De toutes façons, nous avons pu constater sur place que ce sont les petits paysans qui sont liquidés des premiers, car ils ne correspondent pas à une rentabilité suffisante pour les firmes !

Il semble que l'intégration rapproche les paysans des ouvriers, du point de vue idéologique. Qu'ils se mobilisent plus facilement... Mais quel mot d'ordre mettre en avant ? Il est illusoire en effet, de dire purement et simplement «Non à l'intégration». Cela voudrait dire qu'il est possible d'empêcher les firmes de passer ces contrats, qu'il est possible de stopper toute pénétration du capitalisme en agriculture. N'est-il pas plus juste de négocier à l'heure actuelle des contrats plus avantageux pour les petits paysans ? Voilà ce qu'il faudrait débattre !

Corr. paysans Saône et Loire

POLITIQUE

Conférence de presse de Pliouchtch

"EN URSS, C'EST LE CAPITALISME D'ETAT"

Léonid Pliouchtch tenait hier, à Paris, sa première conférence de presse depuis son arrivée en France. Il s'exprima sans difficultés pendant les deux heures que dura cette conférence de presse, mais on sentait dans l'expression de son regard qu'il n'avait pas encore totalement récupéré des terribles épreuves de son internement psychiatrique.

Il commença par remercier tous ceux qui, par leur campagne, ont permis sa libération, en particulier le comité des mathématiciens.

Pliouchtch rappelle les événements qu'il a vécus depuis 68, date à laquelle il fut licencié de l'Institut de Cybernétique de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique où il travaillait, officiellement pour compression de personnel, mais en réalité pour avoir protesté contre la répression exercée sur des opposants au système. Il ne devait plus jamais retrouver son travail, et en 72, il était arrêté pour propagande anti-soviétique, tout simplement parce qu'il avait poursuivi son action en faveur des emprisonnés politiques. Son attitude ferme en face de la répression qui le frappait amena les autorités soviétiques à l'interner en asile psychiatrique pour «schizophrénie torpide depuis l'adolescence». Interné, il subit les pires traitements jusqu'à sa libération au début de l'année 76.

Cette conférence de presse permit donc d'en savoir plus sur les conditions de détention en URSS, c'est l'aspect le plus intéressant, par contre Pliouchtch n'a guère précisé ses options politiques. Les quelques appréciations qu'il a fournies ont cependant permis de contrecarrer l'exploitation de cette affaire par la presse réactionnaire. Pliouchtch se dit communiste, il s'est démarqué des positions d'un Soljenitsyne. S'il s'est élevé contre les méthodes ré-

pressives des autorités soviétiques, qui «flétrissent l'idéal communiste», pour lui, l'URSS n'est pas socialiste mais un capitalisme d'Etat. Pour autant, ses

positions ne sont pas claires et même franchement ambiguës sur de nombreux points. Il compte sur les partis révisionnistes occidentaux pour amener une évolution démocratique en URSS, et d'après lui, il faut obliger «le parti communiste d'URSS à choisir entre le maoïsme et le communisme à visage humain», position qui s'apparente aux thèses trotskistes et

révisionnistes de droite, le communisme à visage humain étant, d'après lui, proche de ce que Dubcek avait tenté d'instaurer en Tchécoslovaquie. Mais n'est ce pas une conséquence de la dictature social-impérialiste soviétique que d'amener des intellectuels révoltés par les crimes des Brejnev et compagnie, sur une telle voie.

Serge LIVET

PLUSIEURS ANNÉES D'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE



Dès le premier jour, l'horreur de la «psykhouchla» (hosp. psychiatrique) me saisit : il y avait dans la salle plus de malades que de lits. Je fus placé en troisième au milieu de deux lits poussés ensemble. Sur les lits, les malades se tordaient de douleurs dues à l'halopéridol : l'un avait la langue pendante, l'autre les yeux exorbités, le troisième marchait en long et en large, courbé, d'une manière peu naturelle. Certains étaient alités et gémissaient de douleur : on leur avait injecté du soufre. Ils m'expliquèrent qu'ils avaient été punis pour mauvaise conduite. (...)

Les internés politiques expliquèrent immédiatement qu'on ne pouvait jamais protester, sinon on récoltait un traitement renforcé par neuroleptiques, des piqûres de soufre ou l'interdiction d'aller aux toilettes. Devant les médecins, il faut reconnaître que l'on est malade et renier toutes ses opinions. (...)

Dans cet hôpital, les infirmiers sont des prisonniers de

droit commun qui purgent leur peine. Pour laisser les malades aller une fois de plus aux toilettes ou augmenter leur portion de «makhorka» (tabac noir de mauvaise qualité), ils exigent que les patients leur donnent des produits alimentaires, des chaussettes, etc. Si on leur refuse un pot de vin, on peut se faire rouer de coups.

Pour parler mon isolement, on m'interdit d'aller à la cuisine ou dans la cour où j'aurais pu, par hasard, rencontrer d'autres prisonniers politiques.

(...) La femme médecin Lioubarska s'adresse à moi : «vous n'êtes qu'un tout petit homme. Pourquoi vous êtes-vous occupé de politique ?». Je lui explique qu'une des idées des communistes était d'amener la masse des travailleurs à l'action et que les Bolchéviques eux aussi étaient des petites gens. Réponse : «Mais vous n'êtes pas un Bolchévique». Et elle m'explique : «votre état anormal tient au fait que dès l'adolescence, vous vous êtes occupé de questions qui ne vous concernaient pas». Elle faisait allusion au fait qu'en tant qu'écolier, j'avais participé à des brigades de coopération avec les garde-frontières et qu'en tant que membre actif du Komsomol, j'avais fait partie de la «cavalerie légère» qui poursuivait les voleurs, les spéculateurs et les prostituées.

(...) Que vise un tel «tra-

tement» et un tel régime ?

Il s'agit de briser l'être humain durant les premiers jours, de détruire sa volonté de résistance. Puis commence le traitement par «neuroleptiques». J'ai constaté moi-même avec horreur, quotidiennement, la progression de ma dégradation intellectuelle, morale et affective. Je perdis rapidement intérêt pour les problèmes politiques, puis pour les problèmes scientifiques, enfin pour ma femme et mes enfants. En revanche, apparut la peur pour ma femme et mes enfants. La parole devint hachée, brève. La perte de mémoire empira fortement. Au début, je réagissais vivement aux douleurs des malades ou en apprenant la trahison de certains amis. Puis tout ceci me devint indifférent. L'effet des neuroleptiques était intensifié par mon isolement de tous les autres internés politiques sans d'esprit. J'avais envie de ne plus entendre les cris, les batailles, les rires, les pleurs, les délires. Je restais allongé toute la journée et tentais de dormir. Les neuroleptiques y contribuaient.

Je n'avais aucune pensée, sauf celles concernant les toilettes, le tabac et les «pots de vin» à l'infirmier pour pouvoir me rendre une fois en plus aux toilettes. Et puis encore une pensée : «je dois me souvenir de tout ce que je vois ici, pour le raconter ensuite». Hélas, je ne me rappelle pas le centième.

Il faut en finir

C'est le titre d'un tract diffusé plus ou moins clandestinement par la CGT à Renault-Billancourt. C'est de la lutte des peintres du 74 qu'il s'agit. On ne peut être plus clair ! C'est en effet la ligne de conduite de la direction CGT depuis le début de la lutte, ligne qui d'ailleurs est en nette contradiction avec les propositions des grévistes et de leur section CGT-peinture qui invitaient dans un tract daté du 28 janvier, tous les travailleurs de la Régie à venir les voir et discuter avec eux.

il faut en finir !

AUJOURD'HUI, UNE VÉRITABLE NÉGOCIATION DOIT S'OUVRIR. UNE NÉGOCIATION DÉBARRASSÉE DE TOUT ESPRIT DE MANŒUVRE. UNE NÉGOCIATION FRANÇAISE, FUSIONNANT SUR LE PROBLÈME DES PEINTRES.

Tous les syndicalistes ont en tête la discussion sur les listes syndicales. Sous les yeux de la presse, et tout spécialement de l'agence VOST FRANKO, M. TROUBET.

Hier, limite la journée, la presse a annoncé l'entrée syndicale, mais avons nous vu notre ligne de départ ?

REFUSER DE DONNER À CE COMPLET UNE DIMENSION QU'IL NE DOIT PAS AVOIR.

Manifestations paysannes

A Pouzilhac dans le Gard, des viticulteurs ont intercepté six camions-citernes transportant du vin. Leur contenu, 1 500 hectolitres a été répandu sur la chaussée. A Châteauroux dans l'Indre, 150 jeunes agriculteurs ont investi la maison d'un médecin cumulaud.

Philippe Bertrand

Les ravisseurs de Philippe Bertrand n'ont donné aucun signe de vie depuis qu'ils ont été reconnus par un auto-stoppeur lundi. Les parents de Philippe n'ont reçu aucune nouvelle demande de rançon.

Pas de surprise : le Quotidien du Peuple n'est pas invité au congrès du P«C»F !

Nous avons téléphoné au service de presse du PCF pour savoir si le fait que le Quotidien du Peuple n'ait pas reçu comme d'autres journaux une carte d'invitation au congrès était dû à un retard ou à un «oubli».

«Nous n'avons envoyé de cartes d'invitation qu'aux journaux avec lesquels on travaille habituellement»

QdP : C'est à dire tous les journaux...

«Oui... Enfin pas tous, mais une grande partie»

QdP : Il y a donc une exclusive contre le Quotidien du Peuple...

«Bien sûr, oui».

QdP : C'est volontaire ...

«C'est volontaire, oui».

QdP : C'est donc ce que vous entendez par liberté de la presse.

«Non, notre congrès est ouvert largement, mais on invite qu'on a envie d'inviter. Ce n'est pas un problème de liberté de la presse, c'est un problème de choix de l'invitation. Vous êtes un petit canard semi-clandestin...»

QdP : Comment, semi-clandestin ! C'est un journal qui est connu et qui a de nombreux lecteurs dans la classe ouvrière.

«On a le droit de choisir ses invités».

QdP : Vous préférez les journaux comme «l'Aurore» ! ...

«Nous avons une conception de la liberté de la presse qui est qu'il y a des organes de presse qui existent et qu'il y a des journalistes qui font leur travail avec leur idéologie que nous combattons comme nous pouvons ; et puis il y a les journaux qui font de... de... l'anti... parti communiste français dont le vote et on ne les invite pas.»

Que le service de presse du PCF se rassure. Nous serons bien informés. Déjà de nombreux congressistes favorables entre autre à la Dictature du Proletariat, ont pris contact avec notre journal.

Poniatowski programme

Les dossiers de l'écran sur l'A 2 programmaient le film «L'Etrangleur de Boston», afin de «servir d'introduction à un débat sur la responsabilité de certains criminels. Poniatowski en personne demandait que ce débat soit annulé. La direction d'Antenne 2 a obtempéré, on ne refuse rien au ministre de l'Intérieur à la télévision nationale. Le film a été programmé à 21 h 30 au lieu de 20 h 30.

Giscard : DÉMOLIR LIP POUR MIEUX LE RÉCUPÉRER

Hier, les patrons horlogers du Haut-Doubs manifestaient leur colère contre l'intervention de Giscard en faveur du nouveau patron de Lip, et faisaient chômeur leurs ouvriers : «Des dizaines de chefs d'entreprises modestes, concurrentes de Lip, dont les chefs ont le malheur de ne pas savoir occuper les avant-scènes et de ne pas céder à la démagogie, risquent pour la deuxième fois de recevoir des instances les plus hautes un véritable camouflet», disaient-ils dans un communiqué. Ils «inquiètent du chômage» dans la région, et poussent leur largesse jusqu'à payer la journée chômée.

Que cherche donc Giscard, par cette opération tapageuse ? D'une part, à détruire

le symbole qu'étaient devenus les Lip, en faisant croire que les travailleurs, les plus combattifs il y a deux ans, sont devenus raisonnables et acceptent aujourd'hui de comprendre les difficultés des patrons, comme lui, Giscard, accepte de comprendre celles des travailleurs. Il lance ainsi une grande offensive contre la CFDT, en s'appuyant sur les positions actuelles de collaboration de dirigeants comme Piaget, qui se félicite ouvertement de cette intervention, ou comme l'ex-délégué CFDT, Maigrat, qui vient de rejoindre le Ministère.

Ce que Giscard cherche en même temps, c'est récupérer Lip, en s'affichant aux côtés d'un patron «d'avant-garde, de gauche», malgré la levée de boucliers des secteurs

«retardataires» de l'horlogerie. Giscard le libéral, faisant le pont entre patrons modernistes et ouvriers redevenus raisonnables, «sauvant» Lip, une deuxième fois !

Le PCF, quant à lui, essaie d'en profiter pour dénigrer le type de syndicalisme révolutionnaire qui existait à Lip pendant la lutte, pour se présenter, face à la collaboration de classe de certains, comme le seul défenseur de la lutte de classe ! Mais les travailleurs de Lip n'oublient pas aussi vite que ces mêmes révisionnistes, pendant la lutte, étaient prêts à accepter les licenciements. Leur «combativité» d'aujourd'hui s'explique plus par l'opportunisme que par un quelconque chagrin de nature.

Monique CHERAN

Montée nationale - à Paris, dimanche 15 février, 10 H, place de la République

- à l'appel du Comité National de Soutien aux Emprisonnés
- Avant la marche sur Paris - le 15 février - des meetings pour la libération des emprisonnés et l'arrêt des poursuites auront lieu :
- 4 février : Dijon-Perpignan
 - 5 février : Grenoble
 - 6 février : Belfort
 - 7 février : La Roche-sur-Yon-Melun
 - 10 février : Tours-Cherbourg
 - 11 février : Evreux-Nîmes-Dunkerque-Toulouse-Nantes
 - 12 février : Caen
 - 13 février : Roubaix-Montreuil-Beaumont-Sarcelles-Clermont-Ferrand-Blois-Fresnes
- D'autres meetings doivent se dérouler à Nancy, Thionville, Valence, Nanterre-Rueil

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Le mépris

Au CET et lycée technique de Coudekerque-Branche (qui a une dizaine d'années), aujourd'hui il n'y a pas eu cours à l'atelier. Il ne s'agissait pas d'une grève, simplement la température était de 7°. L'administration s'est déplacée pour contrôler le fait et on en est resté là. Jusqu'à présent, le minimum enregistré était 12° et les élèves avaient continué à travailler quand même. Mais cette fois-ci, c'était trop !

Il y a 15 jours, un autre fait prouvant le mépris avec lequel sont traités les élèves a eu lieu : une centaine d'internes ont été malades. Epidémie ? Curieux qu'elle n'ait touché que les internes. Intoxication alimentaire ? L'affaire a été étouffée. Le mystère demeure.

A. A. Dunkerque

Comprendre et dénoncer l'école

Je pense que des statistiques sont une des plus belles preuves que la sélection à l'école se fait selon des critères de classes sociales. Il serait sans doute utile, d'abord de publier ces résultats, ensuite de faire un appel à tous ceux qui possèdent de telles données pour qu'ils l'envoient au Quotidien afin d'avoir une documentation fournie sur notre système scolaire. Enfin tous ceux qui veulent, d'une manière quelconque, comprendre et dénoncer l'école capitaliste devraient lire «L'école capitaliste en France» de Baudalet et Establiet aux éditions Maspéro et ce conseil s'adresse en particulier à la lectrice de Valenciennes du n° 97.

correspondant Valenciennes

Alors, on est raciste à l'UNEF ?

Je suis étudiant en Sciences Economiques à Mont St Aignan et il s'est produit un fait que je ne peux laisser passer. La semaine un étudiant marocain vient me voir et me dit qu'il a de gros problèmes : il n'a pas payé son loyer depuis 4 mois, il ne mange qu'une fois sur deux et il cherche du boulot. Pour essayer de le dépanner, je lui dis que je vais voir à l'UNEF s'ils ne peuvent pas faire quelque chose pour lui. Je les vois au restaurant. Je leur raconte l'histoire de ce gars. Réponse : «Tu sais on n'est pas une organisation d'œuvres charitables». Pourtant j'insiste «Avec les relations que vous avez à la CGT, vous pourriez lui trouver du boulot». Réponse : «Ah, il cherche du boulot, c'est quoi ! Un Français ? Non, c'est un Marocain». Réponse : «Alors là, si en plus il est marocain... Mais il devrait aller voir une assistante sociale. Enfin, compte sur nous on le soutiendra au Conseil d'Administration».

Bel esprit à l'UNEF. Il est vrai qu'une organisation qui se présente comme l'organisation de masse des étudiants a bien d'autres problèmes à résoudre ! Les grands «débat» politiques sont autrement plus importants que le cas d'un camarade qui est dans une mauvaise passe. Et, en plus, il est Marocain, pensez donc, il ne les intéresse pas, sans doute parce qu'il ne peut pas voter.

Toujours est-il que ce sont dans des actions de ce genre qui permettent de se faire une idée sur l'UNEF, syndicat qui défend les intérêts des étudiants. Ceci n'est pas un fait isolé, ce se produit tous les jours, nous devons le faire connaître pour montrer ce qu'est en fait cette organisation détenue par la clique révisionniste.

Un lecteur de Rouen

VIE QUOTIDIENNE

Voilà ce qu'on est pour ces gens-là.

J'habite à St Martin d'Hères dans un vieil immeuble. Depuis 14 années, on se chauffe au mazout, et on fait la cuisine à la bouteille de gaz. On paye le loyer avec toutes les charges.

Pendant 13 ans notre propriétaire n'a fait que nous envoyer des lettres comme quoi on devait payer des charges supplémentaires, et il nous a même demandé jusqu'au remboursement du timbre, et pourtant on n'a jamais eu de réparations puisqu'on les faisait nous-mêmes. Alors mes parents en septembre 74 en ont eu marre, et du 2° étage, on a déménagé au premier de la même allée d'immeuble. Là on

avait une propriétaire acceptable, mais par malchance elle est tombée malade du cancer. Elle a laissé l'appartement en gérance, et aussitôt après il vient une augmentation de 170 F, ce qui touche les 50 % ! C'en était trop. Ils ont tous les droits étant donné qu'on n'a pas de bail. Alors on a continué à payer le montant ancien qui était de 350 F. Et en ce mois de janvier, on a reçu un avis d'expulsion en indiquant que si l'on n'a pas quitté l'appartement le 31 de ce même mois, on serait amené à un procès et à le payer... Voilà ce qu'on est pour ces gens-là.

D.S. St Martin d'Hères

LA MISE EN PAGE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

ERREUR TECHNIQUE ?

Je trouve assez grave ce qui s'est produit dans le n° du 7/1, dans le feuilleton «Le mineur accusé» : dans la première colonne, vous commencez à citer la lettre de Paul Camphin, jeune communiste assassiné par les nazis puis, d'un seul coup, on passe au récit de la grève de 36 et la fin de la lettre de P. Camphin ne passe qu'en 3° colonne. Il s'agit sans doute d'une erreur technique au niveau de la composition, mais premièrement lorsqu'on cite de tels documents que la lettre de ce jeune communiste une erreur technique est particulièrement grave, et deuxièmement il n'y a pas eu de rectificatif dans le journal du lendemain ce qui est tout de même agir avec bien de légèreté vis-à-vis du lecteur ; surtout quand on sait, ce que le feuilleton montre bien par ailleurs, que cette résistance des mineurs à l'occupant nazi et ses complices de la direction des Houillères est une des pages les plus héroïques de l'histoire de notre peuple.

L'ESPRIT PRATIQUE

Dans un numéro du QdP vous citez un livre d'Upton Sinclair «La Jungle» qui vient d'être traduit de l'anglais. L'article donne envie de le lire, mais vous ne donnez aucune précision relative à l'édition. Il faut avoir l'esprit pratique !

VOILÀ COMMENT JE VOUDRAIS QUE SOIT MON QUOTIDIEN !

Pour la première page, il faut qu'elle soit impeccable. Il faut des titres percutants si possible.

Améliorer la présentation du Quotidien, le rendre plus attrayant, plus percutant, plus facile à lire aussi, c'est une question décisive pour qu'il remplisse effectivement son rôle : être le Quotidien du Peuple.

Les quelques extraits de lettre que nous publions à ce sujet montrent l'importance que nos lecteurs y attachent. C'est pourquoi nous sommes décidés à tout faire pour aller dans ce sens.

Déjà un certain nombre de modifications ont ainsi pu être apportées dans la présentation (rubriques, colonnes de brèves régulières, sous-titres, etc...) Que les premières améliorations rencontrent un accueil chaleureux, c'est pour nous un puissant encouragement à continuer. Il y a encore beaucoup à faire, vos critiques, vos suggestions en témoignent.

«Trop fouillis». Cette critique revient à plusieurs reprises. C'est pourquoi nous essayons de multiplier les rubriques (Armée, loge-

ment, vie quotidienne... et non plus seulement «Politique» ou «littéraires» afin de mieux placer les articles, de mieux les faire ressortir ce qui permettra au lecteur de voir plus rapidement ce qui l'intéresse plus particulièrement. C'est pourquoi aussi il faut plus de sous-titres, plus d'encarts pour faciliter la lecture. La colonne de nouvelles brèves doit aussi aller dans ce sens. Quant à la pagination, sa modification vise à donner une part plus importante à l'actualité, aux informations. C'est ce qui explique que dans la page 5 on trouve des nouvelles sous plusieurs rubriques, parfois très diverses.

«les photos». C'est un moyen important pour rendre le journal plus attrayant. Nous pensons qu'il en faut au moins une grande par page (sur 3 colonnes) et le plus souvent deux. Pour ce qui est des légendes, c'est effectivement un point à rectifier immédiatement.

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION SUR LE QDP

Le bandeau noir au-dessus du titre : ça se voit mais il ne faut pas le faire tout le temps. L'autre encadré était aussi bien. Les photos sont très bonnes maintenant.

Sur la présentation : les lecteurs trouvent le journal fouillis. Un lecteur trouve les photos trop petites en général.

PRÉSENTATION ET MISE EN PAGE :

Nous avons pris comme exemple le n° 92 du 24 janvier 1976, qui nous a paru comme étant un des meilleurs QdP en ce qui concerne la présentation et la mise en page : chaque page déterminée par une rubrique unique, aspect clair et titres assez voyants.

Mais un certain nombre de critiques sont à faire :

Aspect encore trop «fouillis» du journal aussi bien à l'intérieur même des pages (il n'y a pas encore suffisamment d'unité dans les sujets traités sur une même page) qu'au niveau de la répartition des pages (ex. : p. 3 et 4 «Politique», p. 5 «littes ouvrières», p. 6 «Politique», etc.).

Le plus gros titre en rouge pour trancher du noir. Une ou deux belles photos avec report à l'intérieur pour la lecture de l'article.

Il serait préférable de concentrer les thèmes et si possible d'un journal à l'autre.

Donc, sur cette question de la présentation, un effort serait à faire au niveau de l'unité du journal et de sa régularité de conception.

La «Une» : L'apparition d'une bande supérieure est très bonne, bien que parfois les caractères employés soient trop petits. Il faut une «Une» percutante, avec des gros titres et le sommaire, une ou deux photos (avec légende, nous y reviendrons !), mais il serait préférable, à la limite, de ne pas mettre trop de texte, si ce n'est l'éditorial.

Les caractères et les photos : Il serait bon d'avoir les mêmes pour les titres, les mêmes caractères pour les sous-titres... On trouve trop de différence et un trop grand nombre de caractères entre différents articles et dans un même article. Encore une fois, cela revient à améliorer l'unité du journal, aussi bien à l'intérieur même du journal que d'un numéro à l'autre.

En ce qui concerne les photos, deux choses : on trouve trop souvent les mêmes photos et pas toujours les plus explicites, et surtout, nous déplorons l'absence de légendes : il serait amusant de faire des légendes ironiques pour certaines photos, mais au moins, expliquer de quoi il s'agit !

DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Envoyez chaque jour, vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :

QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

fond noir, ou sur fond blanc ? Plus ou moins de gros titres en caractère différent ou pas ?... Cela dit un certain nombre de suggestions reviennent constamment : le sommaire, il faut le garder ! Le bandeau aussi ! Une grande photo ! Un éditorial ! Mais là encore il faut poursuivre l'effort.

Aussi ce débat sur la présentation du Quotidien, il faut le prolonger, noter les améliorations, les succès, mais aussi les mauvais exemples, tout ce qui fait que tel ou tel jour on a moins envie de lire le Quotidien.

La lettre du camarade sur le «mineur accusé» retient en ce sens toute notre attention. On ne peut effectivement pas admettre de telles erreurs (inversion de paragraphes) dans le Quotidien. En même temps que nous devons améliorer encore la présentation du Quotidien, nous veillerons à ce que de telles erreurs ne se reproduisent pas, en assurant une meilleure relecture notamment.

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....
Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

ENFANTS

Le mercredi des enfants...

"QUAND EST-CE QU'ON FAIT DE LA TERRE ?"

Un début d'expérience. Dans une ZUP de la banlieue lyonnaise. «C'est vrai que les mercredis, comme les vacances, d'ailleurs, posent des problèmes. Que font les enfants dans une ZUP ?»

Pour les petits qui ont au-dessous de six ans, soit ils vous traînent dans les jambes ou regardent la télé, soit ils jouent tous seuls en bas. Quand ils vous traînent dans les jambes, on les gronde parce qu'ils salissent tout, qu'ils dérangent tout, et qu'après on sait bien qu'il faudra se battre avec eux pour les faire ranger.

Mais le problème de la télé, c'est qu'ils n'en décollent pas. Le mercredi, le soir, le samedi, le dimanche... De ce fait, en plus de tout ce qui leur rentre dans le crâne, (cow-boys, fantômes, violence à tout bout de champ), ils ne savent plus jouer, et la télé devient pour eux comme une drogue.

Pour moi, la mère, il y a une solution de facilité : pendant qu'ils regardent la télé, je suis tranquille, je pense faire autre chose, ou même les laisser pendant que je vais chez des voisins.

C'est vrai aussi que la télé, ça pourrait être un instrument, si on prenait le temps d'en discuter avec les enfants. Expliquer par exemple, qui étaient les indiens, qui étaient les cow-boys, leur véritable histoire. Mais la dose d'idées qu'ils inculquent est dure à combattre...

Alors, avec mes deux garçons, nous avons discuté, des idées qu'on veut mettre

dans la tête, et nous avons finalement décidé de supprimer la télé : les marionnettes qu'on aime bien, on pourra les regarder chez des petits copains, et s'il n'y a plus la télé, on pourra faire des tas de choses ensemble.

La télé leur a manqué pendant trois soirs de suite, mais après, c'était fini. Ils ont repris leurs jeux, et le



mercredi c'est leur jour, et je suis avec eux.

J'avais de l'argile très dure chez moi. Un soir, avec leurs copains ils l'ont cassée en petits morceaux, on a mis de l'eau, puis on l'a préparée pour le mercredi. Le mercredi, dans la cuisine, chacun a travaillé sa boule de terre. (il y avait deux petits copains). Mercredi prochain, on doit les peindre.

Toute la semaine, ce fut le défilé des enfants du bâti-

ment : «Alors, quand est-ce qu'on fait de la terre, j'aimerais en faire...»

Rien que cette question de faire de la terre, de la peinture, pose plusieurs problèmes.

D'abord, ce fut très positif que les gosses aient préparé eux-mêmes l'argile, et qu'ils aient aussi tout rangé, tout nettoyé. Ça pose aussi le

problème du ménage, du linge sale... La propagande de la bourgeoisie (mode... etc) fait que beaucoup de mères exigent que leurs enfants soient impeccables, à chaque heure du jour, ainsi que la maison. C'est vrai que souvent on en par-dessus la tête de toujours laver... mais quand on voit le plaisir que prennent les enfants à faire ce genre de choses, il ne faut pas en faire une montagne. Laissons-les un peu se salir ! Il y a aussi l'aspect des

relations que les enfants tissent entre eux, et que la mère, ou les mères tissent avec les enfants du quartier. Car une expérience comme celle-là, n'est-ce pas le premier pas vers une garde collective des enfants les mercredis sur le groupe d'immeubles ? Nous pouvons nous mettre ensemble, plusieurs femmes, c'est bien mieux ;

on peut avoir plus d'enfants, et question achat du matériel, on peut s'organiser. C'est aussi résoudre pas mal de contradictions parents-enfants sur l'immeuble et sur le groupe d'immeubles. C'est aussi se donner les moyens de discuter de quelle éducation nous voulons pour nos enfants.

une mère de famille de Vaux-en-Velin

TÉLÉVISION

Programme

MERCREDI 4 FÉVRIER

TF1	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
18 h 15 - A la bonne heure	19 h 20 - Actualités régionales
18 h 45 - Pour les jeunes	19 h 45 - Y'a un truc
19 h 20 - Actualités Régionales	20 h 00 - JOURNAL
19 h 40 - Une minute pour les femmes	20 h 30 - Police Story
19 h 45 - Alors, raconte	21 h 30 - C'est à dire
20 h 00 - JOURNAL	23 h 10 - JOURNAL et fin
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête le tableau vole	FR 3
22 h 00 - La psychologie aujourd'hui le mariage 1 ^{re} partie	19 h 00 - Pour les jeunes
22 h 55 - JOURNAL et fin	19 h 20 - Actualités régionales
A 2	19 h 40 - Tribune libre
18 h 30 - JOURNAL	19 h 55 - Flash journal
	20 h 30 - L'hommage à Marcel Pagnol NAIS
	22 h 30 - JOURNAL et fin

JEUDI 5 FÉVRIER

TF1	19 h 20 - Actualités régionales
19 h 20 - Actualités régionales	19 h 45 - Y'a un truc
19 h 40 - Une minute pour les femmes	20 h 00 - JOURNAL
19 h 45 - Alors, raconte	20 h 30 - «Puzzle pour démons» film TV d'après le roman de P. Quentin
20 h 00 - JOURNAL	22 h 55 - Deux pas de samba variétés
20 h 30 - «Baretta» série américaine	22 h 45 - JOURNAL
21 h 25 - Jeux olympiques d'hiver	FR 3
21 h 40 - L'Océan Indien, Méditerranée de demain : «La forteresse sud-africaine»	19 h 00 - Pour les jeunes
22 h 40 - Allons au cinéma	19 h 20 - Actualités régionales
23 h 30 - JOURNAL	19 h 40 - Tribune libre : «L'Institut Européen d'Ecologie
A 2	19 h 55 - Flash journal
18 h 30 - JOURNAL	20 h 30 - Un film, un auteur «La fille sur la balançoire» film américain de R. Fleischer (1955)
18 h 40 - Le palmarès des enfants	22 h 15 - JOURNAL
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	

Feuilleton d'Edgar SNOW

RESUME :

Lors d'un entretien avec E. Snow, Mao Tsé-Toung expose la politique que préconise le Parti Communiste Chinois pour faire face à l'agression japonaise, après avoir rappelé la nécessité de l'union du peuple chinois, (depuis 1932, le Parti Communiste Chinois propose au Kuomintang de constituer un Front national commun contre l'impérialisme japonais). Il aborde maintenant les problèmes de la guerre populaire...

LA GUERRE POPULAIRE

LE PEUPLE ARME : FORCE INVINCIBLE

Question : «Comment le peuple peut-il être armé, organisé et entraîné au mieux pour participer à une telle guerre ?»

Réponse : «Le peuple doit recevoir le droit de s'organiser et de s'armer. C'est une liberté que Tsiang Kai-Chek a refusé dans le passé. (...)

Quand les masses auront reçu leur liberté économique, sociale et politique, leur force sera centuplée et la véritable puissance de la nation se révélera. Par sa propre lutte, l'Armée rouge a conquis sa liberté sur les militaristes pour devenir une puissance invincible. Les volontaires antijaponais ont pareillement recouvré leur liberté d'action contre les oppresseurs nippons et se sont armés. Si le peuple chinois est entraîné, armé et organisé, il peut, de même, devenir une force invincible».

UNE GUERRE DE MANOEUVRE

Question : «Quelle stratégie dominante et quelle tactique devraient présider, à votre avis, à cette guerre de libération ?»

Réponse : «La stratégie devrait être celle d'une guerre de manœuvre se livrant sur un front étendu, mouvant et imprévis : une stratégie dépendant pour son succès sur un haut niveau de mobilité en terrain difficile, et caractérisée par l'attaque rapide et le retrait, par la concentration rapide et la dispersion. Ce sera une guerre de

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

manœuvre à grande échelle plutôt qu'une simple guerre de positions aux multiples travaux de tranchées, aux lignes massées en profondeur et aux lourdes fortifications. Notre stratégie et notre tactique doivent être conditionnées par le théâtre sur lequel la guerre aura lieu, et celui-ci dicte une guerre de manœuvre. (...)

Mao Tsé-Toung poursuit :

— Le théâtre de la guerre est si vaste, géographiquement parlant, qu'il nous sera possible de poursuivre une guerre mobile avec la plus grande efficacité et avec un effet certain sur une machine de guerre lente comme la japonaise qui avance précautionneusement face à de farouches actions d'arrière-garde.

Notre stratégie et notre tactique doivent viser à éviter de grandes batailles décisives au début de la guerre et à briser graduellement le moral, l'esprit combatif et l'efficacité militaire des forces vives de l'ennemi.

En dehors des troupes chinoises régulières, nous devrions créer, diriger et équiper politiquement et militairement, au sein de la paysannerie, un grand nombre de détachements de partisans et de guérilleros. Ce qui a été accompli en Maudchourie par des unités antijaponaises de volontaires de ce type n'est qu'une faible démonstration du pouvoir latent de résistance qui peut être mobilisé dans les couches paysannes de la Chine entière. Convenablement dirigées et organisées, de telles unités peuvent garder les Japonais sur le qui-vive vingt-quatre heures par jour et les tourmenter à les rendre fous. (...)

L'armée chinoise, en s'équipant avec le matériel pris à l'ennemi pourra engager une guerre de positions peu à peu...

L'économie japonaise craquera sous le poids d'une occupation longue et coûteuse, et le moral de ses troupes cédera sous l'épreuve d'une guerre, aux combats innombrables mais indécis. Les grands réservoirs de matériel humain du peuple

chinois révolutionnaire déverseront encore sur les premières lignes des hommes prêts à combattre pour leur liberté après que la marée de l'impérialisme japonais aura fait naufrage sur les récifs cachés de la résistance chinoise ! Tous ces facteurs et d'autres encore conditionneront la guerre et nous permettront de lancer les attaques finales et décisives contre les fortifications et les bases stratégiques du Japon et de chasser de Chine l'armée d'occupation.

UNITÉ AVEC LES PROLÉTAIRES JAPONAIS

«Les officiers et soldats japonais que nous aurons pris et désarmés seront les bienvenus et seront bien traités. Nous ne les tuons pas mais les traiterons d'une façon fraternelle. Tous les moyens seront utilisés pour que les prolétaires japonais mobilisés qu'aucune dispute ne sépare de nous puissent se relever pour s'opposer à leurs propres oppresseurs fascistes. Notre mot d'ordre sera : «Unissons-nous et opposons-nous à nos oppresseurs communs, les chefs fascistes. Les soldats japonais antifascistes sont nos amis, et il n'y a pas de conflit dans nos buts».

Il était plus de deux heures du matin et j'étais épuisé, mais sur le visage pensif de Mao ne se lisait aucun signe de fatigue. Tantôt il marchait de long en large entre les deux petites pièces, tantôt il s'asseyait ou s'allongeait, ou encore s'appuyait à la table, et prenait connaissance d'une liasse de rapports dans les intervalles pendant lesquels Wou traduisait ce que j'écrivais. Madame Mao aussi était encore debout. Subitement, tous deux se penchèrent et poussèrent une exclamation de plaisir en voyant un phalène qui languissait auprès de la bougie. C'était une chose vraiment ravissante, avec des ailes teintées d'un vert pomme délicat et bordées d'un tendre arc-en-ciel de safran et de rose. Mao ouvrit un livre et pressa cette gaze colorée entre ses pages. De tels gens pouvaient-ils penser à la guerre ?

(à suivre)

INTERNATIONAL

LES OTAGES A DJIBOUTI

ET LA TERREUR COLONIALE

Hier matin, plusieurs hommes armés ont pris possession d'un car qui ramassait les enfants des militaires français et les conduisait à l'école. Le car, avec les 21 enfants qui s'y trouvaient a forcé le barrage pour filer vers la frontière somalienne. Il a été bloqué au poste frontière de Loda par un barrage de camions. Aussitôt, le gouverneur français et le consul de Somalie se sont rendus sur les lieux. Les négociations ont aussitôt commencé. Les revendications du commando sont l'annulation du référendum projeté par la France, la reconnaissance immédiate et sans conditions de l'indépendance de Djibouti, la libération de tous les prisonniers politiques. Selon l'agence somalienne de presse, le Front de Libération de la Côte de Somalie, dont se réclamerait le commando, aurait menacé d'exécuter les otages si la France ne cédait pas aux exigences du commando.

Si le Front est effectivement à l'origine de cette opération, on peut se demander quels sont ses objectifs réels, quand il n'a accompli qu'une tâche de mobilisation à Djibouti. La Somalie lui a donné vie et il a d'abord tenu ses bureaux à Mogadiscio, capitale de la Somalie. Cette dernière, elle-même, dont l'armée est encadrée par des conseillers soviétiques, ne cherche-t-elle pas

à se pousser dans la place. A l'heure où la France prépare une indépendance où elle resterait maîtresse de la politique à Djibouti, chaque groupe tente de se placer en la meilleure position. Cependant, même si le Front les utilise à son profit, les revendications sont celles du peuple de Djibouti, qui refuse une indépendance bidon, «garantie» par le maintien des troupes françaises.

DESTRUCTION DE BIDONVILLES

Le 31 janvier dernier, le «Quotidien du Peuple» publiait les témoignages d'Alfar et Somalis sur la vie à Djibouti, dominée par le barrage de fils de fer barbelés qui encerclait la ville depuis 1968. Derrière le barrage, il y a des bidonvilles dans lesquels sont contraints de vivre tous ceux que la légion refoule au seul point de passage. Depuis plusieurs jours, l'un de ces bidonvilles était en cours de destruction, ses habitants expulsés jusqu'en Somalie, parce qu'ils n'avaient pas de papiers. Etrangers, dans leur pays ! C'est cela la vie de tous les jours, les arrestations, les expulsions. C'est cela que l'indépendance préparée par Aref, président de l'Assemblée territoriale, dévoué au gouvernement français, veut maintenir. C'est cela que refuse le peuple de Djibouti.

Et puis, il y a les

prisonniers. Sous la garde des flics armés, ils sont contraints de travailler. Gratuitement. C'est eux qui forment la plus grosse partie de la main d'œuvre, pour la construction, les pistes et les routes. Depuis qu'il a annoncé son intention de rendre Djibouti indépendant, le gouvernement français a multiplié les rafles, dans et hors de Djibouti. Par centaines, des hommes et des femmes se sont retrouvés en prison. Raser les bidonvilles, emprisonner des milliers d'habitants, expulser des milliers d'autres, pour faire accepter les conditions françaises, c'est l'indépendance à la Giscard.

Que des enfants français soient victimes d'un enlèvement, en riposte à cette terreur, seul, le gouvernement français en est responsable, comme il est seul responsable des crimes quotidiens contre le peuple de Djibouti.

Grégoire CARRAT

IRAN

3 ASSASSINATS A TEHERAN

20 CONDAMNATIONS A PARIS

Le Chah d'Iran a les mains de plus en plus rouges du sang des patriotes. Lundi soir, étaient annoncées deux nouvelles exécutions, celles de Mohamad Ali Baqheri et de Mahmoud Pahlevan, la condamnation à la prison à vie de Mehdi Nikdel, Nour-mohamad Latifi, et celle à dix ans de prison de Nasser Djalalian, tous accusés d'avoir attaqué un agent de police. Mardi soir, nous apprenons la mort sous la torture du chef religieux musulman chiite Ayatollah Montazeri, grand résistant au régime fasciste. Cela fait donc 21 exécutions «officielles» en dix jours, sans compter les liquidations sous la torture. On parlait du Chili, de l'Espagne, il ne faut jamais oublier l'Iran. Aujourd'hui, l'Iran, c'est la torture, les assassinats, la terreur et la répression.

ce mardi, 20 étudiants iraniens venus d'Allemagne, d'Autriche et d'Angleterre, passaient en procès au tribunal de Paris pour avoir occupé le 27 janvier les locaux de l'Agence PARS (Agence de la radio télévision nationale iranienne) à Paris. Accusés de violation de domicile et de séquestration de personnes, par la directrice de l'Agence, au nom du gouvernement iranien (cette femme appartenait autrefois au parti Tudeh, parti révisionniste iranien), les 20 prévenus ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et mise à l'épreuve de cinq ans. Trois mois avec sursis pour avoir dénoncé le régime du Chah, pour avoir protesté contre l'exécution de 9 révolutionnaires, pour avoir rempli leur devoir d'antifascistes !

Mais ce n'est pas tout ; alors que le Chah torture, condamne et assassine, la bourgeoisie française condamne des étudiants antifascistes iraniens. En effet,

Le Chah assassine, la justice française vient à son aide. Nous ne pouvons tolérer cette complicité de la bourgeoisie française avec le régime iranien.

Christine Vaivre

«Jornal Novo»

VIRAGE A DROITE

La Confédération de l'Industrie Portugaise, syndicat patronal qui contrôle très directement l'administration du «Jornal Novo», vient de licencier le directeur de ce journal pour «déviationnisme de gauche». Partisan fervent de Melo Antunes et de son groupe d'officiers sociaux-démocrates, Portela avait imprimé à «Jornal Novo», des mois durant, une nette orientation d'opposition aux gouvernements où le parti révisionniste était dominant. Premier journal à avoir publié le «texte des neuf», autour duquel devait se réaliser l'unité des officiers sociaux-démocrates, mais aussi de ceux de l'ancienne droite, ce journal était jusqu'ici resté fidèle à une orientation favorable à une alliance PS-PC sous la domination du premier.

En prenant cette mesure, le patronat portugais indique nettement où va aujourd'hui son choix politique : non plus vers des solutions visant principalement à tromper les masses par la participation du PCP au pouvoir, mais vers la répression ouverte du peuple. Divers signes, dont la libération de trois anciens ministres de la police fasciste, la candidature à la présidence de la république de Kaulza de Arriaga, considéré comme étant d'extrême-droite (!) à l'époque du fascisme, confirment de plus en plus que la «démocratie» que la bourgeoisie portugaise prépare sera des plus répressives. L'intervention dans des fermes occupées de soldats des commandos d'Amadora, que notre correspondant décrit par ailleurs, vient apporter une preuve supplémentaire de cette orientation.

PORTUGAL : Attaques contre le peuple



ALENTEJO : RAID DES COMMANDOS

Lisbonne, le 3 février

La vie se déroulait tranquillement hier dans les herpages collectifs du district de Beja, au cœur de l'Alentejo, à 180 km de Lisbonne, quand, vers 14 h, des éléments d'une force de commandos du régiment d'Amadora ont débarqué d'hélicoptères de la force aérienne dans les fermes de Aroeira et Quinta da Esperança : quatorze engins en tout, avec à leur bord 110 soldats.

A Aroeira, six hélicoptères encerclent l'herbage collectif. Les maisons des travailleurs sont minutieusement fouillées. Devant leurs questions, on leur répond qu'il y a «des éléments infiltrés et armés». Un des ouvriers agricoles, blessé au cours de l'opération, a dû être transporté à l'hôpital. Deux délégués du syndicat des travailleurs agricoles de Beja, présents, ont demandé aux travailleurs d'abandonner le travail et de retourner à leurs maisons.

L'aspirant qui commandait les opérations voulant connaître le nom de ces deux hommes, ils ont refusé en leur disant : «Il est étrange que vous n'alliez pas fouiller la maison de Vidal Furtado, latifundiaire qui a un mandat de perquisition contre lui». A Quinta da Esperança, les commandos, arrivés avec huit hélicoptères, ont affirmé qu'ils tiraient avec les G3 si quelqu'un bougeait. Parmi eux, se trouvaient quatre éléments en civil.

Devant ces faits insolites, le syndicat des travailleurs agricoles s'est rendu auprès du commandant du régiment d'artillerie de Beja. Celui-ci, informé, a répondu qu'il ne savait rien de cette opération - quant au vice-chef de l'état-major, il a déclaré que l'opération avait été déclenchée sur «une dénonciation anonyme reçue».

Cette intervention coïncide avec la réalisation d'un certain

nombre de meetings organisés par la confédération des agriculteurs portugais, qui est dirigée par des éléments d'extrême-droite, en particulier du CDS (centre démocrate social), PPM (parti populaire monarchiste) et même MDLP (mouvement démocratique pour la libération du Portugal, mouvement spinoliste interdit). Cette «CAP», qui avait organisé le meeting de Rio Maior en décembre, réclame la restitution de toutes les terres occupées, l'arrêt de toute réforme agraire, et demande également la démission du ministre de l'agriculture, Lopes Cardoso, membre du PS.

Il est important de noter que l'intervention est le fait des commandos, ce qui signifie que le gouvernement ne peut pas employer les soldats de la région de Beja contre le peuple. Seuls les commandos sont aptes à faire ce travail.

Antoine JALLIEU

Combats au Sahara Occidental l'OUA offre sa médiation

Sur le terrain les combats se poursuivent toujours. Selon la presse des Canaries, deux F 5 et deux autres avions qui avaient décollé de l'aéroport d'El Aïoun ne sont pas rentrés à leur base à la suite de leurs opérations. Un camion des Forces Armées Royales a sauté sur une mine à cinq kilomètres d'El Aïoun. Une vaste opération de ratissage est en cours dans la région de la capitale mettant en œuvre l'aviation.

Par ailleurs, le gouvernement mauritanien a décidé de créer un service national obligatoire, pour étoffer ses forces armées, ce qui laisse présager une recrudescence des opérations militaires de la part de la Mauritanie, tenue en échec par l'armée populaire sahraouie, et qui a même dû abandonner sa base d'Aïn Bentili, malgré les renforts marocains.

A Alger, le Front POLISARIO a libéré un jeune ingénieur hollandais qui avait été capturé par le Front. Sa non-participation à des opérations agressives contre le peuple sahraoui ayant été reconnue, il peut regagner librement son pays. Il devait déclarer avoir partagé exactement la vie du peuple sahraoui et affirmer que cette cause était juste, qu'il s'engageait à la soutenir dès son retour dans le pays. Il était prisonnier avec les deux jeunes français, Seguro et Dief, qui avaient le même régime que lui et sont en bonne santé.

L'OUA a offert, à la suite de la réunion de son comité de décolonisation à la Ligue Arabe de créer une commission conjointe de conciliation. Le secrétaire de la Ligue Arabe s'est déclaré favorable. Cette offre de l'OUA se produit juste après la réunion du comité de décolonisation auquel a participé le Front POLISARIO.

A Rabat, des sources autorisées affirment que le Maroc serait prêt à coopérer avec l'Algérie et à construire un chemin de fer pour transporter le minerai de fer algérien de Tindouf jusqu'à la côte atlantique.

Ni le Maroc, ni l'Algérie qui, elle, ne fait état d'aucune revendication territoriale, ne peuvent disposer du territoire du Sahara occidental. Seul le peuple sahraoui est en droit de le faire. Et ce n'est pas à l'Algérie que le roi du Maroc doit s'adresser, mais au peuple sahraoui. Et d'abord en retirant toutes ses troupes d'agression.